



PRÉFET DE LA NIÈVRE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction du pilotage interministériel

Pôle Environnement et Guichet Unique ICPE

Arrêté N° 58-2023-07-07-00001

**portant prescriptions complémentaires relatives à la maîtrise des prélèvements d'eau
des installations exploitées par la société SPECIALTY OPÉRATIONS FRANCE
sur son site implanté sur le territoire de la commune de Clamecy**

Le Préfet de la Nièvre
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le code de l'environnement, notamment ses articles L. 511-1, R. 181-45, L. 211-3, L. 214-8 et R. 211-66 à 70 ;
- VU** le décret du 25 novembre 2020 portant nomination de Monsieur Daniel BARNIER, Préfet de la Nièvre ;
- VU** le décret n° 2021-795 du 23 juin 2021 relatif à la gestion quantitative de la ressource en eau et à la gestion des situations de crise liées à la sécheresse ;
- VU** le décret du 27 avril 2023 portant nomination de M. Ludovic PIERRAT en qualité de Secrétaire général de la Préfecture de la Nièvre ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2007-P-1939 du 11 avril 2007 autorisant la société RHODIA OPÉRATIONS à exploiter des installations de chimie fine sur le territoire de la commune de Clamecy ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2010-P-1732 du 9 juillet 2010 portant prescriptions complémentaires applicables à la société RHODIA OPÉRATIONS, concernant ses installations situées sur le territoire de la commune de Clamecy ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 58-2022-08-09-00001 du 9 août 2022 constatant le franchissement de seuil de vigilance à alerte pour la zone de gestion YONNE AVAL et instituant des mesures de limitation ou de suspension provisoire de certains usages de l'eau ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 58-2022-08-17-00002 du 17 août 2022 constatant le franchissement de seuil d'alerte à alerte renforcé pour la zone de gestion YONNE AVAL et instituant des mesures de limitation ou de suspension provisoire de certains usages de l'eau ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 58-2023-05-11-0001 du 11 mai 2023 portant délégation de signature à M. Ludovic PIERRAT, Secrétaire général de la Préfecture de la Nièvre ;
- VU** l'arrêté préfectoral cadre n° 58-2023-05-30-00001 du 30 mai 2023 sur les mesures de préservation quantitative de la ressource en eau dans le département de la Nièvre ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 58-2023-06-21-00005 portant transfert de l'autorisation d'exploiter une installation de produits chimiques de spécialité, située Quai Saint-Roch sur le territoire de la commune de Clamecy, à la société SPECIALTY OPERATIONS FRANCE ;

- VU** le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Seine-Normandie en vigueur ;
- VU** le rapport de l'Inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courriel du 30 mai 2023, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, accompagné du projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;
- VU** les observations de l'exploitant sur le projet d'arrêté précité par courriel du 6 juin 2023 ;

CONSIDÉRANT que les crises climatiques ont entraîné la mise en place de mesures de restriction des usages de l'eau en région Bourgogne-Franche-Comté ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté préfectoral cadre du 30 mai 2023, susvisé, impose, sans préjudice des dispositions de l'article L. 211-3 et L. 512-16 du code de l'environnement, pour les installations industrielles consommant plus de 1 000 m³/an d'eau, des réductions de prélèvement et/ou de consommation graduées en fonction des niveaux de restrictions d'usage de l'eau « alerte », « alerte renforcée » et « crise », sauf si les activités industrielles disposent d'un arrêté préfectoral fixant des dispositions quantitatives spécifiques à la sécheresse ou si l'exploitant des activités industrielles concernées est en capacité de justifier que les besoins en eau utilisée sur son site ont été réduits au minimum par les mesures et techniques disponibles les plus adaptées ;

CONSIDÉRANT que les prélèvements d'eau dans le milieu sont autorisés pour une consommation maximale annuelle de 4 750 000 m³, un volume maximal journalier de 19 200 m³ et un débit maximal horaire de 800 m³/h par la prescription de l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 juillet 2010, susvisé ;

CONSIDÉRANT que les prélèvements d'eau dans le réseau public sont autorisés pour une consommation maximale annuelle de 28 000 m³ par la prescription de l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 juillet 2010, susvisé ;

CONSIDÉRANT que le point de rejet des eaux de refroidissement, des eaux de ruissellement et des effluents industriels issus des rejets internes n° 4 et n° 5, après traitement sur site, se fait dans l'Yonne ;

CONSIDÉRANT que l'entreprise RHODIA OPÉRATIONS a prélevé, en 2019, 3 540 162 m³ d'eau sur ce site ;

CONSIDÉRANT que l'entreprise RHODIA OPÉRATIONS a prélevé, en 2020, 2 831 830 m³ d'eau sur ce site ;

CONSIDÉRANT que l'entreprise RHODIA OPÉRATIONS a prélevé, en 2021, 3 085 077 m³ d'eau sur ce site ;

CONSIDÉRANT que l'entreprise RHODIA OPÉRATIONS a prélevé, en 2022, 2 648 192 m³ d'eau sur ce site ;

CONSIDÉRANT la nécessité de concilier au mieux les usages économiques et la préservation de la ressource en eau et des milieux aquatiques ;

CONSIDÉRANT que l'entreprise SPECIALTY OPERATIONS FRANCE doit, soit disposer d'un arrêté préfectoral complémentaire fixant des dispositions quantitatives spécifiques à la sécheresse, soit être en capacité de justifier que les besoins en eau utilisée sur son site ont été réduits au minimum par les mesures et techniques disponibles les plus adaptées, pour ne pas avoir à effectuer les réductions de consommation imposées en cas de sécheresse ;

CONSIDÉRANT que, sans élément complémentaire apporté par l'exploitant, il n'est actuellement pas possible de fixer des dispositions quantitatives spécifiques ou de garantir que les besoins en eaux ont été réduits au minimum ;

CONSIDÉRANT qu'un diagnostic de consommation et une étude technico-économique d'optimisation et de réduction permettront d'apporter les éléments nécessaires ;

CONSIDÉRANT que les activités exercées dans l'établissement de la société SPECIALTY OPERATIONS FRANCE génèrent des prélèvements significatifs d'eau dans le milieu naturel ;

CONSIDÉRANT que la société SPECIALTY OPERATIONS FRANCE prélève de l'eau à usage industriel dans un cours d'eau sensible à la sécheresse ;

CONSIDÉRANT la nécessité de prévoir des mesures de restrictions des prélèvements d'eau pour les industriels en cas de situation hydrologique critique ;

CONSIDÉRANT qu'il est ainsi nécessaire pour l'exploitant d'envisager des modalités d'exercice de son activité avec un débit restreint ;

CONSIDÉRANT que les conditions rendant obligatoire une consultation du CODERST (prévues à l'article R. 181-45 du code de l'environnement) ne sont pas remplies, et que dès lors une telle consultation n'a pas été menée ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Nièvre ;

A R R Ê T E

Titre 1er - Portée, conditions générales

Article 1 - Objet

La société SPECIALTY OPERATIONS FRANCE, ci-après dénommée l'exploitant, est tenue de respecter les dispositions définies au présent arrêté pour les installations qu'elle exploite sur son site de Clamecy :

Diagnostic des consommations et étude technico-économique d'optimisation et de réduction

L'exploitant doit mettre en place les réflexions et études nécessaires à l'établissement d'un diagnostic détaillé des consommations d'eau nécessaires aux processus industriels et pour les autres usages (domestiques, arrosages, lavages...) ainsi qu'une étude technico-économique d'optimisation et de réduction de ces consommations.

Ce diagnostic et cette étude technico-économique doivent aboutir à la présentation d'un plan d'action et à son échéancier de réalisation. Ce plan présentera des actions spécifiques de réduction des prélèvements dans le milieu. Ces actions de réduction seront pérennes ou appliquées en cas de déficit hydrologique dont le niveau de gravité est défini selon les seuils de surveillance : vigilance, alerte, alerte renforcée et crise.

Plus précisément, le diagnostic doit permettre de déterminer, entre autres :

- les caractéristiques des moyens d'approvisionnements en eau notamment type d'alimentation (milieu et ouvrage de prélèvement, raccordement à un réseau, provenance et interconnexion de ce réseau), localisation géographique des dispositifs de pompage, débits minimum et maximum des dispositifs de pompage,

- les quantités d'eau indispensables aux processus industriels et au refroidissement des installations,
- les quantités d'eau nécessaires aux processus industriels et au refroidissement mais dont l'approvisionnement peut être momentanément suspendu, ainsi que la durée maximale de cette suspension,
- les quantités d'eau utilisées pour d'autres usages que ceux des processus industriels et de refroidissement et, parmi elles, celles qui peuvent être suspendues en cas de déficits hydriques,
- la possibilité d'existence de pertes dans les divers circuits de prélèvements ou de distribution de l'entreprise,
- la possibilité de récupérer et d'avoir davantage recours à l'utilisation de l'eau de pluie selon les usages de manière à réduire les prélèvements dans la ressource ou le réseau de distribution,
- la possibilité de réutiliser l'eau déjà prélevée selon les usages de manière à réduire les prélèvements dans la ressource ou le réseau de distribution,
- toutes dispositions supplémentaires temporaires applicables en cas de sécheresse, graduées, si nécessaire, en fonction de l'accentuation du phénomène climatique,
- en cas de rejets directs dans le milieu naturel, toutes limitations possibles des rejets aqueux en cas de situation hydrologique critique, graduée, si nécessaire, notamment des baisses de débit du milieu récepteur. Le cas échéant, toutes dispositions nécessaires au maintien du bon état écologique et chimique du milieu en prenant en compte la compatibilité des rejets avec ledit milieu récepteur,
- en cas de rejets directs dans le milieu naturel, les rejets minimaux qu'il est nécessaire de maintenir pour le fonctionnement de l'installation ainsi que le débit minimal du cours d'eau récepteur pouvant accepter ces rejets limités, dans le respect des exigences de qualité applicables à ce cours d'eau,

L'analyse à effectuer doit permettre notamment la mise en place :

- des actions de sobriété d'économie d'eau, notamment par :
 - la suppression des pertes dans les circuits de prélèvements ou de distribution de l'entreprise,
 - le recyclage plus poussé de l'eau,
 - la réutilisation de l'eau d'une activité pour une autre activité,
 - l'utilisation accrue de l'eau de pluie,
 - la modification de certains modes opératoires,
 - la réduction des activités,
- des limitations voire des suppressions de rejets aqueux dans le milieu des eaux industrielles, notamment par écrêtement des débits de rejets, rétention temporaire des effluents ou lagunage avant traitement par une société spécialisée,
- les modalités de fonctionnement en cas de sécheresse sévère,
- un plan de formation et de sensibilisation du personnel relatif à la mise en place de ces actions,
- un bilan des volumes consommés, et donc économisés, sur l'année et en période estivale par rapport aux années antérieures,

Dans cette analyse, doivent être distinguées les actions pérennes (qui permettent de limiter, en toutes périodes, les consommations d'eaux de toute nature et les rejets aqueux dans le milieu d'eaux industrielles - hors refroidissement -) des actions à mettre en place en cas de déficit hydrologique en fonction des seuils de surveillance (vigilance, alerte, alerte renforcée, crise). La distinction est faite également pour les actions à mener dans le cas où la situation hydrologique est telle que le débit de l'Yonne et du Beuvron seraient inférieurs ou égaux aux débits réservés, en cas d'interruption du débit du cours d'eau ou d'interdiction de prélèvements dans le réseau AEP.

Les actions de gestion des prélèvements et des effluents sont proposées avec un échéancier et une évaluation technico-économique.

Le diagnostic de consommation et l'étude de réduction sont réalisés avant le 31 mars 2024 et transmis à l'Inspection des installations classées.

Le diagnostic conclura sur une présentation technico-économique des actions à mettre en œuvre pour réduire les prélèvements et protéger le milieu aquatique en distinguant les actions pérennes des actions de crise.

Chaque action présentera un gain chiffré pour le milieu aquatique (m³ économisé, flux de polluants...).

Si des investissements sont nécessaires, un échéancier précisera les engagements de l'entreprise pour leur mise en œuvre.

Chaque année, l'Inspection des installations classées appréciera, en fonction des enjeux locaux et des modifications apportées aux installations, la nécessité d'actualiser le diagnostic de consommation ainsi que l'étude de réduction.

Titre 2 – Modalités d'exécution, voies de recours

Article 2.1 - Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 2.2 - Voies et délais de recours

En application de l'article L. 514-6 du code de l'environnement le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal Administratif de Dijon :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44,

b) La publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans la Nièvre prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours, gracieux ou hiérarchique, dans le délai de deux mois, prolongeant de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté portant enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le Tribunal Administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 2.3 - Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré pendant une durée minimale de quatre mois.

Cet arrêté est affiché en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44.

Le présent arrêté est notifié à la société SPECIALTY OPERATIONS FRANCE.

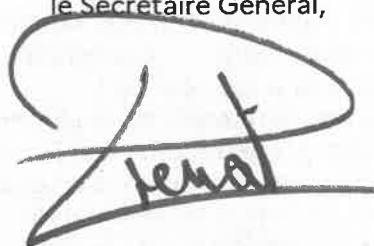
Article 2.4 – Exécution et copies

- Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Nièvre,
- la Sous-Préfète de Clamecy,
- le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, région Bourgogne-Franche-Comté,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des actes administratifs des services de l'État dans la Nièvre. Une copie sera adressée au Maire de Clamecy, au Directeur départemental des territoires de la Nièvre, au Directeur du service départemental d'incendie et de secours de la Nièvre, au Directeur de l'agence régionale de santé de Bourgogne-Franche-Comté, à la Directrice de l'Agence de l'Eau Seine Normandie, au Responsable par intérim de l'Unité interdépartementale Nièvre/Yonne de la DREAL Bourgogne-Franche-Comté, dont l'original sera transmis au Directeur des archives départementales de la Nièvre.

Fait à Nevers, le

Le Préfet,
pour le Préfet et par délégation,
le Secrétaire Général,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'L. Pierrat', enclosed within a large, loopy oval stroke.

Ludovic PIERRAT